Alain Caillé, fondateur du "Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales" (MAUSS), et de la revue du même nom (http://www.revuedumauss.com.fr/), s'interroge sur l'avenir de la gauche dans le contexte de la crise globale du capitalisme. Il met en avant le projet d'une "social-démocratie universalisée et radicalisée".

Une première version, très courte, de ce texte a été publiée dans Libération *le 1er février 2010 en réponse au débat sur l'avenir de la Gauche amorcé par un long article de Jacques Julliard (voir "Vingt thèses pour repartir du pied gauche", Libération, 18 janvier 2010). À la demande de* Contretemps, q*ui m'invitait à le mettre en débat sur son site, je l'ai développé en tentant notamment de m'expliquer sur l'idée d'une « social-démocratie universalisée et radicalisée » sur laquelle s'achevait la version publiée dans* Libération.

Comment ne pas être d'accord avec le diagnostic de Jacques Julliard qui amorçait un débat sur l'avenir de la gauche abrité par le journal *Libération* ? La montée en puissance dans les années 1980 d'un capitalisme actionnarial a peu à peu enrayé la dynamique démocratique et avec elle l'espoir d'un approfondissement et d'une universalisation progressive du modèle de démocratie incarné par le capitalisme rhénan, la social-démocratie scandinave ou la planification à la française. La mondialisation a rendu possible l'enrichissement des classes dominantes – et de leurs dépendants – des pays les moins développés, mais, loin de permettre à ceux-ci d'accéder aux normes de protection sociale et de qualité des services publics dont pouvait s'enorgueillir l'Europe occidentale, elle a commencé à les éroder et à remettre de plus en plus fortement en question tout un ensemble de « conquêtes sociales » qui avaient pu sembler définitivement acquises. La construction européenne qui visait à les généraliser en Europe s'est retournée contre ses ambitions initiales en autorisant, voire en encourageant le dumping fiscal et social. Symétriquement, l'augmentation indéfinie du nombre des pays membres, au lieu de démultiplier la puissance politique de l'ensemble n'a abouti qu'à la fragmenter jusqu'à rendre l'Europe politiquement inaudible, invisible et impuissante à l'échelle du monde. Et avec elle, ce qui est plus grave, tout aussi inaudibles tous ceux qui croient encore à la perspective, traditionnellement portée par la gauche, d'un progrès démocratique universalisable. D'autant plus inaudible, d'ailleurs, que cette dernière s'est gravement discréditée pour ne pas avoir su, pu ou voulu s'opposer à la toute-puissance du capitalisme financier, quand elle ne s'est pas compromise avec lui.

À ce diagnostic très général et très généralement partagé, il convient d'en ajouter un autre, moins fréquemment entendu. Le défi qui nous attend n'est pas seulement de nous opposer à la mainmise des seuls critères financiers, de plus en plus exclusivement spéculatifs, sur toutes les sphères de notre existence sociale. Il est aussi de résister à ce qui se développe insidieusement dans son sillage : la subordination de notre travail, de notre production et de tous nos actes à une logique omniprésente et dévorante de l'évaluation quantitative généralisée de notre efficacité et de nos mérites supposés. Outre le fait que les indicateurs quasi-marchands utilisés pour en juger sont largement fantasmatiques et arbitraires, ils aboutissent, en rapportant tout à la seule question utilitariste : « à quoi ça sert ? », à supprimer toute dimension de gratuité et de plaisir dans l'action, la vie ou le travail, à en tarir le sens et jusqu'à l'efficacité même, selon toute vraisemblance. Dans la fonction publique, dans l'Enseignement, la Recherche, la Santé, la Justice, etc. l'outil principal de cette chasse au sens est représenté par la révision générale des politiques publiques (RGPP) et la Loi organique relative aux lois de finance (LOLF), avatars français du *New Public Management*. Or, faut-il rappeler que c'est à l'initiative de la gauche que la LOLF a été adoptée en 2001 à l'unanimité des deux chambres du parlement ? Voilà qui doit nous inciter à aller plus loin que la seule dénonciation du néolibéralisme. Ce dernier va en effet de pair avec une propension apparemment irrésistible à tout réduire en parcelles, quantifiables, évaluables, interchangeables, qu'il s'agisse des collectifs de vie ou de travail, des communautés politiques ou associatives, des connaissances et de la science, du temps et de l'espace, de nos actions ou des sujets individuels eux-mêmes. Le néo-libéralisme apparaît ainsi comme la manifestation privilégiée d'une forme politique et symbolique qui l'englobe, un *parcellitarisme,* sorte de totalitarisme inversé, aussi éloigné de la démocratie, dans son hypertrophie de l'individualisme, que l'étaient les totalitarismes d'hier dans leur exaltation fanatique du collectif de la classe, de l'État ou de la race.

Des remèdes trop timides

Quant aux remèdes, la direction générale indiquée par J. Julliard semble juste, mais elle fait preuve de trop de timidité et de franco-centrisme pour pouvoir espérer remobiliser le peuple de gauche, que ce soit en France ou ailleurs.

– Il ne suffira pas, en effet, de nationaliser certaines banques, comme le préconise J. Julliard, si on ne réintroduit pas une distinction ferme entre banques de dépôts et banques d'affaires, si on n'interdit pas les transactions sur les prix virtuels, si on ne lutte pas réellement contre les paradis fiscaux et, plus généralement, si on ne réintroduit pas de la transparence dans le monde de la finance. Or, malgré la crise et, curieusement, en partie grâce à elle, ce sont les choix inverses qui s'imposent massivement. Aux dires des spécialistes, les transactions financières sont devenues aujourd'hui encore plus opaques qu'avant le déclenchement de la crise. Et, par le truchement d'agences de notation aux critères incontrôlables, dépendantes en fait des banques qu'elles sont supposées aider à contrôler, la spéculation s'attaque désormais frontalement aux États les plus fragiles. L'exemple de la Grèce est emblématique, qui montre comment les banques anglo-saxonnes, renflouées par leur État à un taux d'intérêt à peu près nul ne consentent à prêter à l'État grec, fragilisé par leurs agences de notation, qu'à un taux de 6,5%. Il n'est nullement certain que l'euro et la construction européenne soient suffisamment solides pour résister à de telles attaques.

– En amont de la spéculation, c'est la légitimité même des inégalités extrêmes qu'il faut contester et la misère qu'il faut décréter hors la loi. Est-il vraiment inenvisageable de poser, par exemple, que les revenus des grands patrons ne devraient pas être plus de quarante fois supérieurs à ceux de leurs salariés, comme c'était encore le cas aux USA en 1970, au lieu de mille fois aujourd'hui ?

– Sans doute la deuxième gauche a-t-elle failli, comme l'écrit J. Julliard, son ex-champion, mais pas plus que la première ou que l'extrême. On ne saurait en tout cas abandonner son projet de dynamiser et mobiliser la société civile associationniste, et compter uniquement sur les syndicats, l'État et les partis, et moins encore, à l'inverse, sur les seuls individus (Ah, l'ode omniprésente à l'émancipation des individus !) pour s'opposer à la résorption de la société dans les marchés financiers. Mais le paradoxe est que le monde associatif n'est pas spontanément et naturellement vertueux ou efficace. Un État fort – celui qui a les faveurs de la « première gauche » – est nécessaire pour l'instituer et l'autonomiser. Première et deuxième gauche doivent donc s'épauler, se dialectiser et se transcender.

– Le jeu politique ne peut plus toutefois se circonscrire dans les seules frontières de l'État-nation. Rien ne pourra repartir vraiment à gauche sans redémarrage simultané du projet d'une Europe politique. Ou, si l'on préfère, d'une République européenne. Qui passe au premier chef par une entente franco-allemande. Dont la perspective, il faut bien le dire, se fait de plus en plus lointaine. La classe politique et intellectuelle française s'y est constamment refusée, par peur de l'Allemagne, depuis son abandon du projet de Communauté européenne de défense (CED) en 1954. Et les Allemands, de leur côté, ont cessé de tendre la main à la France pour se tourner de plus en plus vers leurs marches et leurs marchés de l'Est. Reste que ceux qui s'enthousiasment pour la force morale qu'est censée illustrer une Europe postnationale et postpolitique, et qui croient pouvoir bâtir une démocratie radicale sur la ruine des États s'illusionnent gravement.

– Mais, au-delà de l'Europe, et parce que les nations ne peuvent plus se fonder désormais sur un socle culturel et *a fortiori* ethnique homogène, et parce que seuls peuvent faire écho les projets susceptibles d'avoir une résonance mondiale, c'est une social-démocratie universalisée et radicalisée qu'il nous faut inventer. Universalisée par une confrontation et un dialogue inter-culturels, et radicalisée dans sa lutte contre l'illimitation du désir de puissance ou de richesse dont découlent la destruction de la nature comme celle des communautés politiques.

Vers une social-démocratie universalisée et radicalisée ?

Une social-démocratie universalisée et radicalisée ? Si une telle expression a vocation à symboliser l'essentiel de nos aspirations politiques, il convient d'en expliquer chacun des termes.

Une « social-démocratie ». Plutôt que de *social-démocratie*, on pourrait aussi bien parler de *socialisme*, pour désigner les courants issus de la gauche qui sont effectivement, et pas seulement en rêve, parvenus à améliorer le sort matériel et moral des classes les plus pauvres, et si on entend par socialisme avec Durkheim une forme ou une autre de subordination de la vie économique aux objectifs conscients de la société. Autrement dit à la liberté collective. Au politique. On pourrait tout autant parler de *socialisme libéral*, si on ne met pas sous ce mot un plaidoyer pour une « troisième voie » ou un « nouveau centre », désormais clairement disqualifiés pour avoir presque tout cédé au capitalisme actionnarial, mais, au contraire, le projet de le subordonner effectivement à des objectifs éthiques et politiques sans rien abandonner de l'exigence démocratique. Mais le terme de social-démocratie est sans doute celui qui aura fait le plus consensus en Europe et qui aura accompagné le plus d'avancées sociales concrètes d'envergure. Gardons-le donc. Au moins de manière provisoire, mais sans oublier que si l'esprit de la social-démocratie a été vaincu par la vague néo-libérale qui submerge le monde, c'est en raison de limitations historiques qu'il convient d'identifier avec

précision, et qui tiennent au premier chef à son défaut d'universalité et à son insuffisante radicalité.

Une social-démocratie universalisée.

Une solidarité planétaire. La première limitation, la plus évidente des social-démocraties européennes, c'est qu'elles sont restées ….européennes, justement, pour l'essentiel, et n'ont su s'organiser que dans le cadre de l'État-nation, première grande forme politique de la solidarité démocratique, et sur la base d'un fort occidentalo-centrisme. Plus précisément, elles n'ont su mener leurs politiques de redistribution qu'entre citoyens nationaux, se reconnaissant dans une même langue et une même culture – voire une même couleur de peau -, et partageant le sentiment de leur supériorité sur les autres cultures, notamment non-occidentales. Or, ni les politiques économiques et financières, ni les politiques de redistribution ni les politiques de reconnaissance ne peuvent plus se mener à cette seule échelle et dans ce seul cadre imaginaire. La géographie comme l'histoire s'écrivent et se vivent désormais à l'échelle et au rythme du monde, si bien que l'Occident ne pouvant plus se concevoir comme l'unique dispensateur de la bonne culture et du seul savoir légitime doit s'ouvrir à la reconnaissance de la pluralité des valeurs ultimes, des civilisations et des façons d'être au monde. Et cela d'autant plus qu'il lui faut désormais renoncer à la fiction d'une même et unique origine ethnique, d'une même naissance (*natio*) de ses citoyens, et s'admettre irrévocablement multi-ethnique et multiculturel. Cette politique de la reconnaissance, de la reconnaissance du fait que toutes les cultures sont donatrices d'un certain sens de l'humain, fût-ce de manière inégale, s'accompagne d'un sentiment de commune humanité mondiale et d'une communauté de destin planétaire qui doit inciter à étendre la solidarité matérielle au-delà des frontières. La solidarité avec les mal lotis au sein de la nation doit trouver son pendant dans des formes de solidarité avec les démunis du monde entier.

Cela étant, on ne voit se profiler à l'horizon aucun embryon d'État mondial, si bien que même si reconnaissance et solidarité doivent s'exercer au-delà des frontières d'États nationaux – eux-mêmes traversés en leur tréfonds par la diversité des cultures et des destins individuels-, l'État reste et restera longtemps la forme principale de la communauté politique, l'incarnation par excellence de la liberté collective. Or, il ne peut avoir d'assise stable et de puissance effective qu'adossé à une langue et une culture dominante (ou plusieurs, mais peu nombreuses), nécessairement reconnues comme telles par tous les citoyens. Langues et cultures dominantes qui n'ont, en retour, de pleine légitimité que pour autant qu'elles-mêmes reconnaissent la valeur des dons de sens faits par les langues et les cultures dominées sur leur territoire. Qui, dominées ici, peuvent d'ailleurs aussi bien être dominantes ailleurs et à d'autres échelles.

Une solidarité avec la Nature. Cette première universalisation refuse de limiter la solidarité et la reconnaissance aux seuls compatriotes et concitoyens pour l'étendre à tous les humains. La seconde, au moins aussi pressante et urgente que la première, refuse de limiter solidarité et reconnaissance aux seuls humains pour les étendre à la Nature. Le socialisme classique s'était battu pour faire des prolétaires, censés être exploitables à merci parce que non reconnus comme membres véritables de la société, des humains et des citoyens à part entière. Ce combat est loin d'être achevé. L'exploitation des prolétaires – qu'on n'appelle plus ainsi – dans nombre de pays émergents, reproduit celle qu'avait connue l'Europe au XIXème siècle et menace, d'ailleurs, toutes les conquêtes des classes ouvrières et moyennes occidentales. Mais une bonne part de la croissance occidentale et désormais mondiale a reposé également sur l'exploitation du patrimoine naturel. Le travail gratuit des prolétaires, source de la plus-value selon Marx, a été redoublé, sans qu'on s'en aperçoive jusqu'à tout récemment, par les dons gratuits et forcés de la Nature. Désormais en voie d'épuisement rapide. De même que la redistribution étatique a permis de redonner collectivement aux salariés une part de ce qui leur était pris individuellement, de même il devient urgent de trouver des formes de contredon et de réciprocité envers la Nature, animaux, sols, eau, sous-sols, air, minéraux, etc. Mais cette double universalisation de la social-démocratie, à l'ensemble des Humains comme à la Nature ne peut se concevoir sans sa radicalisation

Une social-démocratie radicalisée.

Lutter contre les inégalités. L'outil premier de la social-démocratie classique a été l'impôt sur le revenu et sur l'héritage qui rendait possible la solidarité politique des plus riches et des plus pauvres. Il reste plus que jamais d'actualité, mais il obéit désormais à une nécessité qui englobe et déborde le seul devoir d'aider les moins bien lotis. Il importe en effet de comprendre que le foyer le plus actif de tous les dérèglements du monde, la cause première de l'exacerbation du conflit entre les cultures et de la surexploitation de la Nature réside dans l'explosion des inégalités qui a accompagné le triomphe du néolibéralisme et du capitalisme actionnarial. C'est cette dynamique inégalitaire paroxystique qui atteste et alimente le basculement de notre monde dans la démesure, dans une illimitation, une *ubris*, qui ne peut qu'être fatale à la démocratie et à la survie de la planète. Retrouver la perspective d'un monde commun, et décent, suppose la définition des limites à ne pas franchir sous peine de sombrer de manière irréversible dans l'inhumain. Un projet de gauche universalisable ne doit-il pas commencer par affirmer qu'aucun être humain ne

doit tomber en dessous d'un certaine niveau de ressources vitales ? Ni, à l'autre pôle, basculer dans l'illusion de la toute-puissance et de la richesse infinie ? Lutter contre la démesure, contre l'illimitation financière et écologique du monde, passe en priorité par l'établissement de ces deux limites symétriques : un revenu maximum et un revenu minimum. Si leurs modalités concrètes doivent nécessairement varier selon les régions du monde, l'affirmation de leur principe doit être universelle.

Émanciper la société civile associationniste. Mais une telle perspective n'a aucune chance de connaître un début de réalisation si elle n'est pas portée par la société civile mondiale associationniste qui se cherche et s'esquisse un peu partout (« Les citoyens du monde associés »). Voilà qui pose la question de ses rapports avec les États, qu'il faut bien se garder d'enterrer trop vite. Et, du coup, avec l'idéal démocratique. Peut-être le premier pas à accomplir pour une gauche qui entendrait revivre et avoir à nouveau prise sur l'Histoire, serait-il à la fois de rappeler que nous ne pouvons pas avoir d'autre idéal que celui de la démocratie mais qu'il est pour l'instant bien défraîchi. Entre beaucoup d'autres raisons, du fait de l'obsolescence d'une politique social-démocrate qui a cru pouvoir se contenter de confier à l'État la tâche de donner à tous sans inciter les citoyens, en retour, à donner à la chose publique, localement, régionalement, nationalement ou internationalement, en leur donnant les moyens de le faire effectivement. En clair, cela signifie que les États, ou les partis candidats à l'exercice du pouvoir d'État, doivent mener vis-à-vis du monde associatif, formel ou informel, une politique non instrumentalisante qui permette son autonomisation maximale (condition *sine qua non* pour qu'il soit en mesure de donner en retour à la démocratie). Dans les pays où l'État est trop faible, les nébuleuses associatives ont à jouer un rôle d'accoucheur. Dans ceux où il est trop fort, il lui faut apprendre à se dessaisir d'une part de sa puissance sans renoncer à ses fonctions propres en les bradant au secteur marchand ou à des associations inféodées. Cette radicalisation démocratique passe par l'adossement de la démocratie représentative à des formes de démocratie participative et directe permettant le jeu d'une contre-démocratie.

En conclusion. L'idéal progressiste de la gauche classique était de *changer le monde*. On ne saurait y renoncer. Mais à la condition de le subordonner au souci désormais prioritaire de *préserver le monde.* Le monde humain, historique et culturel, et le monde naturel. C'est un tel souci qui s'exprime maladroitement à travers le mot d'ordre galvaudé du développement durable. Acceptable, pourtant, et susceptible de converger, malgré qu'ils en aient, avec les aspirations des tenants de la décroissance si l'on précise qu'un tel développement ne peut pas concerner seulement ni même, au moins en Occident, au premier chef, le développement économique marchand (et moins encore, financier, bien sûr) mais celui de toutes les potentialités humaines. Et qu'il va de pair avec le développement durable des cultures. Et que rien de tout cela ne se fera sans l'invention de formes de démocratie durable parce qu'universalisable. Au-delà du néolibéralisme et du parcellitarisme.